

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPACA

7 rue du Commerce
03 220 Treteau

Références : 20240708-RAP-63-0635-InspCOOPACA-StMartinDesLais
Code AIOT : 0005601505

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement COOPACA implanté Les Cotes 03230 Saint-Martin-des-Lais. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPACA
- Les Cotes 03230 Saint-Martin-des-Lais
- Code AIOT : 0005601505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site est une installation de stockage de grains (silo), de produits phytosanitaires et d'engrais.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions de rejet à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 4.2, 4.3 et 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Niveau d'émission sonore	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 9.2.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	18 mois
6	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Pan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 13.1.6.2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Pan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.4	Demande d'action corrective	3 mois
15	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Demande d'action corrective	12 mois
17	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 2.4	Sans objet
2	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.1	Sans objet
12	Auto échauffement des produits	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.5	Sans objet
13	Équipements	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.6	Sans objet
14	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
16	Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Sans objet
18	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
19	Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
20	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a mis en évidence les non-conformités ci-dessous, dont les plus importantes et préoccupantes au regard du risque accidentel que ces non-conformités peuvent générer, sont :

- le retard dans la mise en œuvre des prescriptions relatives à la protection contre la foudre ;
- l'accumulation importante de poussières dans les zones difficilement accessibles des locaux à risques ;
- l'indisponibilité du système de détection des fumées du magasin de stockage d'engrais.

Ces non-conformités exigent des actions correctives **rapides** avec l'envoi de pièces justificatives auprès de l'inspection des installations classées.

En application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé à l'autorité préfectorale si la ou les situations de non-conformité(s) persistent au-delà des délais ci-dessus accordés pour leur traitement.

D'autres points font l'objet de demandes, notamment pour l'amélioration du Plan d'opération interne (POI) au regard de l'évolution de la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : Toute modification importante apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. Dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation sera exigé.
Constats : L'exploitant indique que le site n'a subi aucune modification notable depuis le dernier Porter A Connaissance (PAC) relatif à l'ajout de 4 cellules métalliques verticales (01/2020). Quelques modifications non notables sont présentées à l'inspection, notamment l'amélioration de l'arrivée de la vidange rapide située entre les séchoirs STRAL et SATIG.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 3.2
Thème(s) : Autre, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que le site n'a subi aucun accident ou incident depuis l'incendie de séchoir survenu le 29/09/2021. De la manière, aucun événement susceptible de constituer un précurseur d'accident (explosion, incendie) n'est signalé à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 4.2, 4.3 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales de concentration de poussières (La concentration en poussières de l'air ambiant dans les rejets atmosphériques ne dépasse pas 40 mg/m ³). Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement. Le système de dépoussiérage est aménagé et disposé de manière à permettre les mesures de contrôle de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est régulièrement vérifié.
Constats : Concernant les envois de poussières, l'exploitant indique que la situation la plus défavorable se présente lors des années sèches, durant la période allant du mois de septembre au mois de décembre et en présence de vent du Sud. Ces conditions amènent notamment l'envol de follicules de maïs, qui ont fait l'objet de plaintes de riverains. L'exploitant précise que cette nuisance est notamment maîtrisée par un nettoyage régulier (1 fois / semaine) du séchoir concerné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La concentration en poussières de l'air ambiant dans les rejets atmosphériques ne faisant pas l'objet de mesures sur ce site, une procédure de contrôle permettant de vérifier le non dépassement de la valeur limite fixée à 40 mg/m ³ est à formaliser. Lors des périodes sensibles précitées, l'ensemble des précautions permettant de limiter les émissions dans l'environnement seront mises en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Niveau d'émission sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance périodique
Prescription contrôlée : Une mesure sera effectuée par un organisme agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées en se référant aux paragraphes 9.2.2 et 9.2.3, tous les 3 ans. Les résultats seront transmis avec leur commentaire dans le mois qui suit leur communication par l'organisme tiers à l'inspection des installations classées. Les frais sont supportés par l'exploitant.
Constats :

En préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le dernier rapport d'émission sonore du site (rapport AIRBUS Protect, daté au 28/06/2023, suite à une campagne effectuée le 23/11/2021 installation en marche et le 28/10/2022 installation à l'arrêt). Les résultats montrent un respect des valeurs maximales en limite de propriété (70 dBA de jour et 60 dBA de nuit). Les émergences sont conformes de jour, mais non conforme de nuit pour les points A et C situés au Sud et à l'Ouest du site. Le dépassement au niveau du point C est particulièrement important. L'analyse globale du prestataire est jugé trop faible, notamment en ce qui concerne l'identification des causes de dépassement (par exemple, un commentaire relatif au trafic de la route départemental est évoqué en conclusion, néanmoins le graphique associé au point C (le principal dépassement) montre un bruit stable).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à identifier la ou les sources responsables des dépassements, notamment en ce qui concerne l'émergence de nuit au point C. Il proposera ensuite des actions correctives permettant de réduire ces dépassements. Considérant les dates des précédentes mesures (2021 en marche et 2022 à l'arrêt), il est demandé de prévoir une mesure du niveau d'émission sonore du site au plus tard au 31/12/2025, avec la fourniture d'un rapport d'analyses dans un délai n'excédant pas 3 mois. Dans la mesure du possible, l'exploitant exigera du prestataire une analyse fine des niveaux de bruits enregistrés permettant de corriger, le cas échéant, les sources responsables des dépassements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives, Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 18 mois

N° 5 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Constats :

Suite à la modification du site (2020-2021) et comme demandé lors de la précédente inspection

(25/03/2021), l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre ont été mis à jour par l'organisme APSYS respectivement le 26/04/2021 et 06/05/2021. L'ARF conclut qu'une protection contre la foudre de niveau II est nécessaire pour les installations annexes et de niveau III sur l'élévateur. L'ARF demande également la mise à la terre de l'éventuelle canalisation métallique entrante dans les structures. L'étude technique définit techniquement le système de protection contre la foudre des structures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats :

En inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les dates et le contenu précis des travaux effectués à l'issue de l'étude technique foudre alors que les travaux devaient être réalisés avant la mise en service des nouveaux silos implantés sur le site (juin 2021).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) des travaux réalisés conformément à l'étude technique foudre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent,

distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Constats :

Le rapport de vérification initiale de l'installation (intervention réalisée le 07/10/2021) fait état d'une installation non conforme. Les prescriptions suivantes sont demandées par l'organisme compétent : remplacer le paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) du silo béton, mettre en place 2 parafoudres de type 1 (sur l'ensemble 4 cellules et sur les installations annexe situé entre les 2 silos plats) et reprendre le câblage du parafoudre installé à l'installation électrique (TGBT) du silo vertical 1. En inspection, l'exploitant confirme ne pas avoir satisfait l'ensemble des demandes de protection contre la foudre et accepte de programmer dans les plus brefs délais l'installation des derniers dispositifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vu le risque accidentel que constitue l'installation non-conforme au regard de la réglementation applicable concernant le risque foudre, l'exploitant doit mettre en œuvre, **dans les plus brefs délais**, l'ensemble des demandes identifiées dans le rapport de vérification initiale et planifier dans la continuité une nouvelle vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur. L'exploitant transmet le rapport de vérification sous l'échéance de 3 mois à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des installations électriques

Prescription contrôlée :

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter : une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ; une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ; les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur. Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

En préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le dernier rapport de vérification des

installations électriques effectué au titre de la réglementation ICPE (07/09/2023), ainsi que celui effectué au titre du code du Travail (04/09/2023). Ces vérifications menées par l'organisme SOCOTEC, ne formule aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 13.1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pan d'opération interne
Prescription contrôlée : Le P.O.I. est remis à jour au minimum tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.
Constats : La dernière version du POI est datée du mois de mars 2021. Le dernier exercice permettant de tester le POI a été organisé le 15/10/2021, suite à l'incendie de séchoir survenu le 29/09/2021. <u>Post inspection :</u> L'exploitant a organisé un exercice POI le 25/06/2024. Le compte-rendu a été transmis à l'inspection des installations classées dès le lendemain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à la mise à jour du POI conformément à l'échéance triennale. Modifier le numéro « DREAL - 04 73 43 16 00 - Cellule de risque » par le numéro « DREAL - 04 73 17 37 43 - Equipe RIA »
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Pan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Pan d'opération interne
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. Le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

<p>d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du POI est datée du mois de mars 2021 et n'intègre pas les dispositions relevant du présent article (premiers prélèvements environnementaux, substances recherchées, équipements de prélèvement, ...) de l'arrêté ministériel modifié successivement par les articles article 2 et 3 1° respectivement des arrêtés ministériels du 24 septembre 2020 et du 22 septembre 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder à la mise à jour du POI en intégrant ces nouvelles dispositions (article 5 et annexe V du présent arrêté).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Propreté des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des locaux à risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs</p>

ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'exploitant indique procéder à deux campagnes de nettoyage par an, déclenchées par le responsable de silos selon le niveau de poussières atteints. En début de visite sur site, la consultation du registre informatique confirme la tenue de 2 campagnes annuelles, représentant chacune plusieurs journées d'intervention. Les dernières séances de nettoyage sont datées de moins d'un mois. Par la suite, le niveau de propreté des locaux à risques a été visité au niveau de la galerie sous cellules du silo 1, au niveau de la tour de manutention du silo 1 et au niveau des galeries supérieures des silos 1 et 2. La galerie sous cellules du silo 1 et la tour de manutention du silo 1 présentaient un niveau de propreté satisfaisant.

A l'inverse, les galeries supérieures des silos 1 et 2 présentaient un niveau d'encombrement de poussières déjà chargé au vu du nettoyage récent. Les zones difficilement accessibles présentent un niveau très chargé (forte accumulation de poussières).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vu les risques d'explosion liés à l'accumulation de poussières, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un nettoyage des poussières complet concernant toutes les parties de ses installations, en particulier les zones difficilement accessibles (avec l'appui de cordiste) et préférentiellement avant les campagnes de moisson 2024. Il est vivement recommandé que l'exploitant mène une réflexion permettant d'établir le seuil de déclenchement d'une intervention spécialisée par cordiste ou à défaut planifier une fréquence fixe (3 ans par exemple) pour ce type d'intervention. L'objectif étant de ne pas atteindre à nouveau le niveau observé d'accumulation en poussières. Au besoin, il est suggéré de mettre en place des indicateurs visuels complémentaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Auto échauffement des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.5

Thème(s) : Risques accidentels, Auto échauffement des produits

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux silos. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Constats :

L'exploitant dispose, pour chacune des cellules, d'une surveillance continue de la température des produits stockés (sondes multipoints disposées au centre de chaque cellule) Ces données de température sont centralisées et surveillées sur le superviseur du poste de commande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'incidents de fonctionnement

Prescription contrôlée :

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent intégrer les mesures de prévention ou de protection définies dans le présent article. Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

L'exploitant dispose d'un superviseur pour le suivi des silos regroupant l'état de l'ensemble des capteurs (niveau, température, aspiration, bourrage, ...). Certaines sécurités déclenchent l'arrêt automatique de l'installation (défaut d'aspiration par exemple). La maintenance préventive des équipements est planifiée depuis le même superviseur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Etat des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des stocks et situation

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.

La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.

Constats :

Concernant le stockage des engrais de type ammonitrate, l'exploitant tient à jour un état des stocks précisant la nature et la quantité des produits détenus. Un plan présent dans le bureau du magasinier indique la localisation du stockage. Sur site, l'affichage présent sur la case de stockage (C2) est cohérent avec le produit stocké.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.</p> <p>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) - les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale - le nitrate d'ammonium technique - les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
<p>Constats :</p> <p>La case C2 dédiée au stockage des engrais de type ammonitrate est dépourvu de matériels incompatibles, tels que des amas de matières combustibles. Les murs séparateurs entre cases, constitués en béton armés, présentent un niveau de vieillissement non négligeable avec la présence de nombreuses épaufrures. Ces désordres sont particulièrement présents au droit des emprises de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu de la présence de nombreuses épaufrures, il est nécessaire que l'exploitant engage une réflexion visant à déplacer le stockage d'engrais de type ammonitrate dans une case voisine, afin de pouvoir projeter une opération de réfection des murs séparateurs de la case C2 ou mettre à profit une période creuse sans stockage pour évaluer les désordres et programmer une réfection des murs précités.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 16 : Eclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses. Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.
Constats : L'éclairage du bâtiment dédié au stockage des engrais et en particulier la case C2 attribuée au stockage des engrais de type ammonitrate est pourvu d'un unique projecteur halogène. Positionné au-dessus de la porte d'accès, son emplacement est parfaitement situé à l'opposé de la zone de stockage. Les câbles d'alimentation cheminent également en partie supérieure à l'opposé du stockage d'engrais. Aucun autre équipement électrique n'est présent dans la zone de stockage. Un interrupteur général, convenable signalé, est positionné à l'extérieur de la case de stockage dans la continuité du bâtiment à une distance d'environ 15 m du stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
Constats : Le bâtiment dédié au stockage des engrais dispose d'un système de détection automatique d'incendie par détecteurs de fumée. Le choix (détecteur de fumée) est présenté par l'exploitant comme le moyen de détection approprié aux comportements de l'engrais stocké (ammonitrate

33,5). La technologie du détecteur est de type linéaire infrarouge. Son positionnement en partie supérieur des cases de stockage au droit du faîtage du bâtiment semble adapté au cheminement naturel des fumées. D'une manière globale, le site dispose de 3 détecteurs, dont l'un couvre la case C2 dédiée au stockage des engrais de type ammonitrate. Lors du contrôle sur site, il est apparu que la centrale de surveillance des détecteurs était hors service. La vérification du système est planifiée annuellement par l'exploitant, mais ne fait pas l'objet d'un rapport de vérification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra remettre en service, dans les plus brefs délais, le système de détection automatique d'incendie, clôturer l'intervention de remise en service par une vérification complète du dispositif et transmettre à l'inspection la justification de l'action corrective. Par la suite, l'exploitant mettra en place une procédure permettant de justifier du suivi et de la vérification annuelle du système de détection automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
Constats : Le site dispose d'un réseau de RIA, dont 2 robinets sont situés à moins de 50 m de la case C2 dédiée au stockage des engrais de type ammonitrate : l'un dans la longueur du bâtiment de stockage au niveau de la case H2 (environ 15 m) et l'autre également dans la longueur du bâtiment au niveau de la case D1 (environ 50 m). En complément, une réserve incendie (bâche) d'une capacité de 180 m ³ est disponible à environ 100 m de la case C2. Le plan de localisation du POI est cohérent avec les plans de localisation disposés sur site à proximité immédiate des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment -d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
Constats : Un extincteur de type ABC est situé en intérieur à proximité immédiate de la case C2 dédiée au stockage des engrais de type ammonitrate. En complément, 2 RIA sont disponibles à une distance inférieure à 50m : l'un dans la longueur du bâtiment de stockage au niveau de la case H2 (environ 15 m) et l'un également dans la longueur du bâtiment au niveau de la case D1 (environ 50 m). Les équipements précités (extincteurs et RIA) ont fait l'objet d'un contrôle en septembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : S'assurer que le prestataire en charge de la vérification des RIA réalise bien un contrôle exhaustif du linéaire de tuyau disponible sur l'enrouleur, ainsi que le contrôle de la pression disponible. Le RIA situé à proximité de la case H2 présentait lors de la visite un niveau de salissure avancé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.
Constats : Le bâtiment dédié au stockage des engrais est parfaitement accessible en cas d'intervention des services d'incendie et de secours. Des voies « engins » sont disponibles depuis l'entrée du site et sur 3 des 4 faces du bâtiment de stockage. La hauteur du bâtiment est inférieure à 8 m.
Type de suites proposées : Sans suite